

Lutte de classe

Fabius au chevet du capitalisme

L'édition du journal *Le Monde* du 3 octobre a offert une tribune à Fabius sur le thème de la crise actuelle du capitalisme. Rien que le titre de cet article pose d'emblée le cadre étroit et borné dans lequel il a réfléchi à cette question *Surmonter les trois crises*, qui selon lui se répartiraient à différents échelons : américain et mondial, européen, puis français.

Nous y chercherons en vain la moindre trace des causes réelles de cette crise, ce qui se traduit dans cet article par l'absence de toute références à l'économie réelle à laquelle il fait allusion en passant à défaut de pouvoir faire autrement. On comprend parfaitement pourquoi, puisque pour ce représentant du capital sa seule préoccupation est de permettre au capitalisme mondial de se donner les moyens de surmonter cette crise pour assurer temporairement sa survie.

1- « **La première** crise **est américano-mondiale**. », il fait référence aux subprimes.

Tout faire pour sauver le capitalisme financier, rien pour les travailleurs, pire, puisque c'est avec leur argent qu'il compte sauver sa peau. Le même discours que Bush, Fillon n'a même pas besoin de lancer un appel à « *l'unité nationale* », puisqu'elle existe déjà de fait.

« *L'urgent, c'est d'assurer la liquidité des banques, la continuité du crédit et de garantir les dépôts.* » pour éviter que l'édifice du capitalisme ne s'écroule dans des proportions comparables à 1929.

Ces mesures doivent être prises dans la perspective qu'« *une nouvelle ère doit s'ouvrir* » sous l'égide du FMI ! Depuis que Strauss-Kahn est à la direction du FMI, les dirigeants du PS en sont devenus des VRP zélés. L'opportuniste doit se saisir de toutes les occasions pour exercer ses funestes talents, c'est bien connu et Fabius le conforme ici si c'était nécessaire.

« *Elle devra être beaucoup moins favorable aux spéculateurs patentés et aux fortunes champignons, beaucoup plus propice à la définition et au respect de règles mondiales, beaucoup plus fondée sur le rôle régulateur de la puissance publique internationale, nationale et locale.* »

Il n'écarte pas la spéculation ou ne compte pas s'en passer puisque les capitalistes ne le supporteraient pas. On voit bien ici qu'il se pose (s'affiche) en représentant du capital et non du travail. Il n'est pas non plus pour en finir avec les fortunes qui se sont accumulées au fil du temps, alors qu'elles sont le pendant de la paupérisation croissante de la population, il les justifie au passage, pour finalement s'en remettre au FMI qui pourrait avoir d'autres objectifs que de garantir la domination de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale auquel par ailleurs il est inféodé. Comment l'impérialisme américain pourrait-il assurer sa propre survie autrement qu'en reportant ses propres contradictions sur l'économie mondiale, Fabius n'en sait rien donc il n'en parlera pas, un silence révélateur qui a valeur d'impuissance.

Il reprend en réalité la proposition de Sarkozy et celle de Strauss-Kahn, en remettant le destin du capitalisme entre les mains du FMI.

« *Après un sommet mondial élargi au-delà des pays du G8, le Fonds monétaire international (FMI) devra contribuer à préparer ces changements, puis à les mettre en oeuvre. Il est le mieux placé pour le faire. Les libéraux ont failli, qu'on en tire les conséquences.* »

Le FMI deviendrait le chef d'orchestre de l'économie mondiale, il délire, alors que c'est le FMI qui a réduit un nombre incalculable de pays à la faillite et des peuples à la misère à travers le monde, et cela tout le monde le sait. Autrement dit, les démolisseurs d'hier et d'aujourd'hui seront les bâtisseurs de demain, comme au lendemain d'une guerre ! S'agissant ici d'une crise, le FMI aura pour tâche de préparer les conditions de la prochaine !

C'est tellement vrai qu'il avoue être dans l'incapacité d'envisager la possibilité de faire disparaître les conditions de la prochaine crise : « *Il s'agit de faire cesser ou en tout cas de réduire la distorsion gigantesque entre la sphère de la finance et celle de la production.* ».

Que vont devenir les masses colossales de capitaux qu'ont accumulées une poignée de capitalistes ? Se contenteront-ils de les placer dans des paradis fiscaux en attendant des jours meilleurs, se feront-ils violence en cessant de spéculer avec, les investiront-ils dans la production en prévision de profits ridiculement bas ? Que vont-ils décider et quelles pourraient être les conséquences de leurs décisions ? Voilà des questions qui nous intéressent au plus haut point et auxquelles il nous faut réfléchir rapidement.

C'est peut-être dur à avaler, mais il faut bien admettre que l'orientation à venir du développement du capitalisme dépendra en grande partie des leurs décisions, et si elles seront le produit d'un rapport de forces et de la lutte de classe qu'ils mènent contre le prolétariat mondial, en dernière analyse, ce seront bien les contradictions du système capitalisme qui continueront de dicter leurs règles et détermineront la ligne de conduite à l'aristocratie financière.

2 – « La deuxième crise est européenne », parce qu'il n'y aurait pas assez d'Europe !

Ce partisan du non le 29 mai 2005 s'en remet à l'Union européenne, ce qui n'a rien de surprenant de la part d'un dirigeant d'un parti, le PS, qui participe au gouvernement anti-ouvrier Sarkozy-Fillon-Kouchner dont la politique est entièrement subordonnée à l'Union européenne. L'opportunisme est depuis des lustres la méthode que la totalité des dirigeants du PS ont adoptée depuis leur adhésion à ce parti, sans laquelle il n'aurait pu continuer de se réclamer du socialisme et aurait tout simplement disparu.

Les crises ont l'avantage d'obliger les différents partis et dirigeants à se dévoiler au grand jour tels qu'ils sont véritablement, Fabius n'échappe à cette règle et il apparaît le plus naturellement du monde comme un farouche partisan de l'Union européenne.

Souvenez-vous des différentes interprétations que l'on nous a servies généreusement au lendemain du référendum du 29 mai 2005. Ils se sont bien passés de décortiquer le contenu des appels au vote non. La plupart de ceux qui ont appelé à voter non n'appelaient pas à voter non au capitalisme, leur position avait en fait un contenu purement nationaliste, il s'agissait pour eux de défendre le capitalisme français contre l'Union européenne. Telle fut la position de Fabius et celle des collectifs auxquels ont participé la LCR et le PCF, sans oublier quelques philistins du PS.

Que Fabius et les siens se présentent aujourd'hui tels qu'ils sont réellement est un bienfait de cette crise pour le mouvement ouvrier.

« Je constate qu'en Europe il n'y a toujours pas de véritable pilotage économique commun, ni de faculté pour l'Union d'emprunter elle-même, ni de lien très étroit entre responsables politiques et Banque centrale européenne (BCE), ni d'autorité commune de régulation. C'est pourtant cela dont nous avons besoin, que j'ai réclamé avec d'autres et qu'on nous a refusé. »

« En proposant aussi que l'Union européenne agisse pour muscler la croissance (...) avec le relais de la Banque européenne d'investissement (BEI) »

« Quels que soient ses manques, il faut miser sur l'Europe. Elle seule est à la mesure de cette crise du système. »

L'union européenne lui sert de bouée de sauvetage : qu'il coule avec et le PS avec, personne ne les regrettera !

3 - « Enfin, il existe une dimension proprement française », il nous a réservé le meilleur morceau pour la fin.

Il va nous montrer tout le talent dont peut faire preuve un illusionnisme au profit d'une cause invouable et perdue d'avance et dont la véritable nature transpire malgré lui.

« *Il y aurait une anthologie à établir sur les analyses erronées, promesses fallacieuses et actions injustes menées par ce pouvoir depuis seize mois.* », ils en connaissent assurément un rayon au PS, ils peuvent se vanter d'avoir derrière eux une longue expérience en la matière. Si la légitimité ou la nature des partis reposait uniquement sur leurs discours ou leurs programmes, ils auraient encore de beaux jours devant eux, et si elles reposaient sur la manière d'appliquer leur programme, ils auraient tous disparus depuis belle lurette, simple constatation.

Le double langage de Fabius, à quoi sert-il ? A réaliser un consensus UMP-PS.

Dans un premier temps il dit : « *Ils (les ministres -NDLR) parlent du réarmement nécessaire de la puissance publique, mais ils veulent maintenant, quoiqu'ils prétendent, ouvrir la voie à une privatisation de La Poste, réduire les moyens des collectivités locales et mettre l'éducation à la diète.* », un euphémisme qui ne manque pas de cynisme !

Dans un second : « *Réformer l'Etat, bien sûr !* », tâche à laquelle se sont attelés tous les gouvernements depuis une vingtaine d'années avec plus ou moins de succès, et qui s'est traduit à chaque fois par la remise en cause des services publics et des privatisations pour satisfaire la soif insatiable de profits des capitalistes.

Que propose-t-il ?

« *Mais quelques décisions courageuses devraient s'imposer au gouvernement français, notamment celles-ci : qu'il suspende la majeure partie du paquet fiscal pour la consacrer moitié à une réduction du déficit, moitié au triangle du futur, éducation - recherche - investissement !* »

Sachant que Sarkozy ne reviendra pas sur le paquet fiscal, il ne reste que la proposition commune à l'UMP et au PS de s'attaquer au déficit qui consiste à continuer la politique engagée sous Mitterrand de liquidation des services publics, dont l'Education nationale.

Et de lancer : « *Qu'il encourage fiscalement les entreprises qui investissent !* ».

Il préconise de continuer à exonérer les entreprises de charges sociales, d'abaisser toujours plus le coût du travail qui sera toujours trop élevé pour le capitalisme français qui doit affronter la concurrence au sein du capitalisme mondial sans en avoir réellement les moyens.

Pour s'en donner les moyens, il faudrait que le gouvernement réussisse à briser la résistance de la classe ouvrière afin qu'elle accepte des conditions de vie et de travail intolérables au XXI^e siècle, à inféoder davantage encore les syndicats et partis ouvriers aux intérêts du capitalisme, qu'il empêche par tous les moyens qu'une avant-garde révolutionnaire ne s'organise dans ce pays.

Mais comme en procédant de la sorte le capitalisme ne peut finalement aboutir qu'à scier la branche sur laquelle il repose, il prépare lui-même dès à présent les conditions sociales et économiques de sa prochaine crise. Tout ce qu'il peut faire, c'est essayer de gagner du temps.

Il est de notre devoir de pilonner systématiquement tous les dirigeants et cadres du PS qui s'expriment dans les médias et qui se font passer pour la gauche de ce parti pourri, les Fabius, Emmanuelli, Mélenchon et consorts. Je vais essayer d'y consacrer davantage de temps en fonction des articles que je trouverais sur Internet.